



Paris, le 26 septembre 2022,

à M. Antonio Manuel De Oliveira Guterres
Secrétaire général des Nations unies (ONU)

et à M. Emmanuel Macron
Président de la République Française

Nous, les organisations sociales et politiques de la Plateforme française de solidarité avec Haïti, soutenons la lutte du peuple haïtien contre la violation de tous ses droits, à commencer par le droit à l'autodétermination, exprimée par des organisations de la société civile haïtienne qui se sont adressées récemment à vous.

Nous connaissons Haïti, nous avons parcouru son territoire et partagé avec son peuple, ses conditions de vie, ses idées, sa culture, ses organisations, ses espérances et son attachement exceptionnel à l'histoire de la résistance depuis l'esclavage jusqu'à ce mouvement de contestation actuel, juste et légitime. Nous refusons la confusion qu'entretiennent certains propos tenus jusqu'à l'ONU, qui tentent de criminaliser les actions revendicatives d'un peuple qui a faim et de discréditer sa lutte, pour une Haïti apaisée et vivable et pour une nation souveraine dans ses choix et capable de satisfaire sa soif de justice.

Nos liens tissés avec le mouvement social haïtien, nous autorisent à penser que ces protestations populaires s'inscrivent dans une lutte pour une Haïti libérée des ingérences étrangères étouffantes, de la gangstérisation, de cette misère extrême entretenue par les bailleurs internationaux et d'un régime politique anti-national, illégitime et criminel soutenu par le Core Group. Soumis aux diktats du Fonds monétaire international (FMI), ce gouvernement qui a pris, en toute illégalité, la décision d'augmenter de plus de cent pour cent (128%) le prix des dérivés du pétrole, vient de semer le vent de la révolte pour toutes celles et tous ceux qui ont déjà subi, en moins d'un an, une augmentation vertigineuse qui a fait doubler et tripler dans certains cas, les prix des denrées de première nécessité et autres. Selon les données de la Banque de la République d'Haïti (BRH), de juillet 2022, le taux d'inflation a déjà atteint 30,5 %, et il est déjà annoncé qu'il pourrait dépasser 50% en novembre si la hausse du prix des dérivés du pétrole est maintenue.

Face aux souffrances accumulées par le peuple haïtien, depuis des décennies, il n'est pas étonnant que ces décisions arbitraires aient suscité sa colère et intensifié le mouvement de contestation qui dure depuis plus de 3 ans. Nous rappelons que l'objectif de celles et ceux qui manifestent, demeure la récupération de la souveraineté d'Haïti, pour que son destin soit l'œuvre de son peuple et des dirigeants qu'il aura lui-même choisi et doté de la capacité de défendre ses intérêts comme faire face aux différents défis du moment.

Voilà, ce qui motive ce mouvement de protestation générale qui enflamme tout le pays et met partout dans les rues multitudes de citoyens révoltés, indignés par les actions inacceptables d'un pouvoir criminel, corrompu et soutenu par le Core Group et que l'ONU devrait dénoncer.

Les mouvements sociaux haïtiens dans leur grande majorité n'ont cessé d'agir contre ces gangs en Haïti, alimentés par l'actuel pouvoir de facto, et qui ont tenté d'infiltrer le mouvement de protestation populaire. Leur but est de discréditer leur révolte et ainsi fournir à la communauté internationale, et à vous en particulier, un prétexte pour les criminaliser.

Mais de nombreux observateurs chevronnés avaient compris ce jeu et invité le peuple haïtien à la prudence et, par conséquent, à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter cette infiltration nuisible et ses effets pervers.

Le plan de renforcement de la Police Nationale d'Haïti (PNH) préconisé par l'ONU ainsi que l'envoi d'une force militaire robuste ou brutale pour combattre les gangs, comme les missions précédentes en Haïti depuis 1993 (UNMIH), ne sauraient nous rassurer tant leur échec a été indéniable depuis. Loin de créer les conditions d'une amélioration de la situation, toutes ont contribué à son aggravation. Ce que le peuple d'Haïti demande, ce n'est pas l'envoi d'une mission militaire, mais la création d'une commission d'enquête indépendante chargée d'évaluer les résultats concrets des différentes missions onusiennes déjà envoyées sur place et, en particulier, le dernier, le BINUH, dirigé par sa représentante, Helen M. La Lime.

Nous voulons vous transmettre notre intime conviction que ce dont le peuple haïtien a besoin aujourd'hui pour sortir de cette crise et de cette violence des gangs, c'est la mise en place d'un gouvernement de transition élu par les Haïtiens, en dehors de toute pression internationale, avec une feuille de route, un programme global qui va dans le sens de la satisfaction de leurs revendications légitimes.

Cela passe nécessairement par la démission d'Ariel Henry, qui a le soutien du Core Group et de certaines chancelleries de la communauté internationale et par des choix courageux de votre part pour mettre un terme à leurs démarches criminelles de déstabilisation de ce pays.

Nous, les organisations de la Plateforme, vous invitons à faire respecter la détermination du peuple haïtien frustré de ses droits essentiels, dépourvu de ressources de toutes sortes et assoiffé de liberté. Il convient enfin d'établir, entre Haïti, la France et les Nations Unies, des relations définies sur de nouvelles bases prenant en compte les échecs diplomatiques de ces dernières décennies et les vrais besoins d'un peuple qui ne demande qu'à bien vivre.

Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Président de la République, nous voulons vous faire part de notre détermination à apporter toute notre solidarité à la lutte du peuple haïtien pour son indépendance, son autonomie et sa souveraineté comme à condamner toute répression policière contre un peuple qui défend ses droits humains.

La solution pour une Haïti nouvelle, ne peut être qu'endogène, tel est le message que nous voulons relayer.

LA PLATEFORME FRANÇAISE DE SOLIDARITÉ AVEC HAÏTI.

- France Amérique Latine
- Collectif Haïti de France
- Action citoyenne pour le respect des droits
- des Haïtiens vivant à l'étranger
- ACDH NEPTALI
- Association coopérative l'Espérance
- Association Culturelle Franco-Haïtienne : POUR HAÏTI
- Association génération d'action (AGDA)
- Association GRANDIR EN HAÏTI
- Association Haïtimoun32
- Association KA-Théâtre
- Caribéenne et Afro-canadienne en France
- Centre Anacaona Droits Humains Haïti
- CIDIHCA France – Le Centre International de Documentation et d'Information Haïtienne,
- Codev Occitanie
- Forum Haïtien pour la paix et le développement durable
- Relais France-Europe de la Fondation Max Cadet d'Haïti
- Contact :
plateformesolidaritehaiti@gmail.com

